



NON à cette "Constitution européenne" !

Pour une Europe sociale et démocratique

Le prochain référendum sur la "Constitution européenne" sera décisif, votre choix quel qu'il soit, sera légitime. Informez-vous! Refuser cette Constitution ne signifie pas refuser l'Europe. Au contraire, c'est travailler à mieux la construire.

Les partisans du "oui" veulent nous faire croire que nous votons pour ou contre l'Europe. C'est FAUX ! Voter "oui", c'est graver dans le marbre les politiques libérales en les "constitutionnalisant". Voter "non" c'est préserver la possibilité d'une autre politique.

Le "Traité établissant une Constitution pour l'Europe" est incroyablement long : 341 pages, dont un préambule et 448 articles, auxquels s'ajoutent 392 pages dont 36 protocoles et 2 annexes !
Les 448 articles sont regroupés en 4 parties :
◆ une première sur l'organisation des institutions
◆ une seconde sur les droits fondamentaux
◆ une troisième (321 articles) sur les politiques de l'Union
◆ une quatrième sur des dispositions générales.
Seules les deux premières parties relèvent vraiment d'une Constitution !
Le reste relève de choix politiques et non d'une Constitution !

Il faut dire NON à cette Constitution libérale !

En institutionnalisant la domination du marché, elle prône une société où seul le profit compte : liberté totale pour les capitaux (Art III - 156, 157), règle de l'unanimité pour l'harmonisation fiscale (Art. III - 171).

Elle soumet les politiques de l'emploi à cette logique du marché et défend la flexibilité et l'adaptation de la main d'œuvre dans le seul souci de la rentabilité (Art III - 203).

Elle met en concurrence les travailleurs des pays de la communauté européenne entre eux et favorise les délocalisations, les investissements dans les pays où la main d'œuvre est la moins chère et la protection sociale la plus réduite (Art III - 209).

Elle ignore la notion de Service Public, auquel elle substitue des "services d'intérêt économique général". Le terme économique à lui seul confirme la priorité de la rentabilité financière sur l'utilité sociale (Art III- 166).

Il faut dire NON à cette Constitution antidémocratique !

Elle concentre les pouvoirs entre les mains des gouvernements et de la commission européenne, sans laisser d'initiative aux députés européens démocratiquement élus et aux citoyens (Art I - 20 à 27).

Elle remet en cause le principe même de laïcité en mélangeant " droit à la religion " et son expression dans le domaine public (Art II - 70).

Elle ne dit rien du droit des femmes à l'IVG alors qu'il est fait référence à un droit à la vie ambigu (Art. II - 62) et ne mentionne même pas le divorce alors que figure le droit de se marier (Art II - 69).

Elle refuse le droit de vote aux résidents des nations autres que ceux des Etats membres (Art II - 99).

Il faut dire NON à cette Constitution militariste !

Elle prône l'accroissement des dépenses militaires.
Elle met l'Europe sous la coupe de l'OTAN (Art I - 41).

Parce qu'une autre Europe est possible

L'Europe du OUI à la Constitution, c'est celle des Chirac, Schröder, Blair, Berlusconi ... C'est l'Europe des gouvernements contre lesquels se mobilisent les Français (1995, 2003, 2005 ...), les Italiens (grève générale de novembre 2004), les Allemands (manifestations du lundi en 2004 ...), les Hollandais (grève générale de l'automne dernier) ... et bien d'autres !

Ces luttes tracent d'ailleurs les contours d'une autre Europe :

- **une Europe solidaire**, respectueuse des droits, qui redonnera leur dignité aux plus démunis, assurera le partage des richesses et l'égalité entre toutes et tous.
- **une Europe sociale**, qui garantira "le droit à l'emploi" pour tous, une politique des salaires selon les normes les plus favorables, une protection sociale alignée vers le haut et un " droit du travail " qui offre les meilleures garanties à tous(tes) les salarié(e)s.
- **une Europe** soucieuse de laisser une planète en bon état aux générations futures.
- **une Europe** qui garantira l'égalité hommes/femmes, leurs droits à disposer d'elles-mêmes et exigera de tous les Etats membres, le respect du droit à l'IVG.
- **une Europe** qui œuvrera pour la paix et le règlement pacifique des conflits internationaux, une Europe de coopération avec les pays du Sud.
- **une Europe** qui donnera aux citoyens les moyens d'une participation active à la démocratie dans la vie publique, le monde du travail et dans les entreprises.

Leur Europe libérale, c'est celle des profits qui se portent très bien.

Ainsi les profits des entreprises du CAC 40 pour les 6 premiers mois de 2004, explosent de plus de 68% !

Dans le même temps, leur Europe libérale, c'est 15 millions de chômeurs (au niveau des Quinze, et bien plus à 25!) et 17% de pauvres, soit quelques 50 millions de personnes.

C'est aussi un salaire des femmes en Europe en moyenne inférieur de plus de 30% à celui des hommes...

Il faut dire NON à cette Constitution libérale !

Le NON peut être majoritaire, aussi majoritaire que le rejet de la droite et de sa politique lors des votes du printemps 2004 en France. Mobilisons-nous pour cette Europe !
Mobilisons-nous pour un NON de gauche et européen à ce Traité établissant une telle Constitution pour l'Europe !

Dire NON c'est tout simplement permettre que des politiques alternatives au libéralisme ne soient pas exclues d'emblée comme anticonstitutionnelles. C'est laisser aux citoyens, pour l'avenir, le choix des politiques qu'ils entendent voir mener.



Collectif du pays de BREST pour un NON de gauche européen

Site brestois pour un NON de gauche européen : www.nondegacheuropeen.info
Site national de l'Appel des 200 : www.appeldes200.net

Avec le soutien de :

ATTAC, SUD PTT, PCF, LCR, JCR, BAGATEAG, ainsi que de syndicalistes de la CGT, de la FSU, de militants Verts, du PS, associatifs ...